

LFI Gers communique sur le député David Taupiac



LFI Gers communique sur le député David Taupiac

*communiqué de LFI Gers

Une motion de censure est la contrepartie prévue par la Constitution en cas de passage en force d'une loi par 49.3. Le 4 décembre dernier : - il fallait condamner un gouvernement sans légitimité, - il fallait refuser le budget injuste socialement de M. Barnier. Si, cette fois, les conditions n'étaient pas réunies pour voter une motion de censure, quand le seraient-elles ? Pour David Taupiac est-ce seulement quand il est sûr que la motion ne peut pas gagner, comme en octobre dernier ? Si on comprend bien son raisonnement, une majorité au sein de l'Assemblée Nationale telle qu'elle est aujourd'hui, serait possible sous une pseudo-bannière "Front Républicain". Comment D.Taupiac peut-il imaginer voter l'abrogation de la loi retraites pour revenir à 62 ans, la taxe sur les super profits, le rétablissement de l'ISF, l'augmentation du SMIC, etc, etc, avec des macronistes mais aussi avec la droite dure de Laurent Wauquiez ? L' "alternative politique équilibrée" de D. Taupiac est-elle autre chose que l' "en même temps" de Macron qui a mené au désastre que l'on connaît ? Le chemin entre compromis et compromission est souvent très proche. Les arguments avancés par D. Taupiac pour justifier son refus de censurer M. Barnier se réduisent finalement à un seul : une crise financière menacerait la France, la plongeant dans un chaos, comme essaient de le faire croire M. Barnier et les macronistes. La véritable crise ce sont les gersoises et gersois qui la subissent au quotidien. N'ont-ils pas sanctionné 7 années anti-sociales, anti-écologiques, anti-démocratiques du macronisme, mais aussi un rejet de l'extrême-droite. En République le souverain c'est le peuple. Comment les français, les gersois, pourraient-ils aujourd'hui se contenter de magouilles entre "amis" pour constituer une majorité à l'assemblée ? Ce serait bien au contraire un affaiblissement de la République. Lors des élections de juin dernier LFI a pris ses responsabilités en ne proposant pas de candidature Nouveau Front Populaire sur la 2ème circonscription du Gers, ce n'était pas pour que le député une fois élu tourne le dos aux valeurs de gauche qu'il était sensé défendre. Pour nous, LFI, le cap doit être tenu, inlassablement : le programme du NFP doit être mis en place et Macron doit s'en aller, comme l'exigent 64% des Français. La seule solution démocratique pour sortir notre pays de la crise institutionnelle, créée par Macron et son pouvoir vertical, est que le peuple vote et que les résultats soient respectés. Pas de pseudo-front républicain qui finalement ne fait qu'entretenir le brouillard brun qui amènerait inévitablement l'extrême-droite au pouvoir. Et ce n'est pas la nomination de Monsieur BAYROU aujourd'hui qui changera la donne !